



Les Jeux Olympiques de Paris Le championnat de la russophobie

Oleg Nesterenko
Président du CCIE (www.c-cie.eu)
(Ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des Masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris)

PHOTO D'ARCHIVES



Appel de Bonoua/ Les démocrates ivoiriens unanimes :

«CET APPEL VIENT À POINT NOMMÉ»

Le 14 juillet 2024, à la place Kadjo Amangoua de Bonoua, le Président Laurent Gbagbo, Président du PPA-CI, candidat à l'élection présidentielle de 2025 en Côte d'Ivoire, a lancé un appel à l'union des Ivoiriens qui aspirent au changement en 2025, notamment l'Opposition, pour chasser le RHDP du pouvoir.



Concurrence déloyale dans le secteur des détergents

Ces activités transfrontalières qui découragent les investisseurs



Jeux Olympiques : Remise de sa blessure ?



Marie José Ta Lou annoncée au 4x100 m

Appel de Bonoua/ Les démocrates ivoiriens unanimes :

«Cet Appel vient à point nommé»

Le 14 juillet 2024, à la place Kadjo Amangoua de Bonoua, le Président Laurent Gbagbo, Président du PPA-CI, candidat à l'élection présidentielle de 2025 en Côte d'Ivoire, a lancé un appel à l'union des Ivoiriens qui aspirent au changement en 2025, notamment l'Opposition, pour chasser le RHDP du pouvoir.

Des Ivoiriens donnent leurs points de vue.

Adjé Benoit (Homme d'Affaires) : « *L'union est une bonne chose* »

Dans un premier temps, il faut dire que l'union est une bonne chose. Rassemblée, l'Opposition aura plus de force. Les Ivoiriens traversent des moments difficiles. La cherté de la vie, le chômage, la flambée des prix etc. Il revient aux partis de l'Opposition de proposer des solutions idoines à cette situation. C'est quelques-unes des forces sur lesquelles ces partis doivent se baser pour vaincre le RHDP.

Kablan (Journaliste) : « *Seule l'union donnera le pouvoir* »

L'Appel de Bonoua est une nouvelle opportunité pour chasser le régime du RHDP. Venant du Président Laurent Gbagbo, je pense que cette stratégie politique portera ses fruits. Le Président Gbagbo est le chef de file de l'Opposition. Il a déjà dirigé le pays et il sait de quoi il parle. Il a les armes en main pour dégager le RHDP du pouvoir. Pour moi, l'union donnera le pouvoir à l'Opposition ivoirienne. Rappelons-nous. Dans la commune de Yopougon, c'est parce que l'Opposition est partie soudée aux Législatives qu'elle a gagné. Mais sa désunion aux Municipales lui a valu une honteuse défaite. Le cas de Yopougon doit servir d'exemple aux hommes politiques qui animent les partis politiques de l'Opposition.

Kobe César (Gestionnaire d'un cabinet de communication) : « *Je suis d'accord avec le Président Gbagbo* »

Je peux dire aux Ivoiriens que s'ils vont aux élections en rang dispersé, ils ne pourront pas détrôner ceux qui sont actuellement au pouvoir. Il faut alors que le FPI, le PDCI, le MFA, le MGC etc. soient unis. La question qui se pose, c'est de savoir si ces partis ont des atouts nécessaires. Tout le monde sait que les élections passées ont été tronquées. Il faut alors réformer la CEI, reconstituer la liste électorale et redéfinir le découpage électoral. A ce niveau, il y a des villes de l'Ouest du pays qui sont surpeuplées et qui ont moins de sièges au parlement que des agglomérations du Nord dont les habitants ne sont pas nombreux mais qui ont plusieurs sièges à l'hémicycle. Je suis donc d'accord avec le Président du PPA-CI qui appelle les partis de l'Opposition pour qu'ensemble, ils trouvent des solutions aux maux que j'ai mentionnés plus haut.

Dr Théophile Soko Waza (Président du mouvement, 4^e Voie, la

voie des sans voies'') : « *L'Appel vient à point nommé* »



L'Appel que le Président Gbagbo a lancé à Bonoua, vient à point nommé. Parce que depuis nombreuses années, l'Opposition ivoirienne n'a pas eu de leader clair et net. Les marches de 2015-2016 de l'Opposition contre la nouvelle constitution n'ont pas eu d'effets, faute de leader. En 2020, des manifestations contre le troisième mandat sont restées lettre morte car le problème relatif au leadership de l'Opposition était flou. Le Président Laurent Gbagbo était absent sur la scène politique pendant plusieurs années. Il est revenu dans son pays parce que blanchi par la CPI, lance un appel, c'est une chose cruciale pour le pays. S'il prend les choses en main, je crois que c'est une bonne chose. Cela permettra à l'Opposition, dans son ensemble, dans sa grande diversité, de se retrouver et de se rassembler autour d'un leader charismatique. Donc, quand il lance un appel, c'est une preuve d'expérience, une preuve de rassemblement et d'humilité que nous saluons. Je demande donc à tous les Ivoiriens, à toutes les Ivoiriennes issus de toutes obédiences politiques et de la Société civile, de répondre favorablement à cet Appel. Tous les Ivoiriens épris de démocratie et de justice, tous les Ivoiriens qui veulent voir une Côte d'Ivoire changer, une Côte d'Ivoire qui n'est plus sous le poids du surendettement, une Côte d'Ivoire qui voit ses enfants la main dans la main, sont nombreux aujourd'hui. Ces Ivoiriens qui ne veulent plus entendre des promesses utopiques, sont en grand nombre. Les batailles sont nombreuses. Nous avons, par exemple, la réforme de la Commission Electorale Indépendante (CEI), la reconstitution de la liste électorale. L'autre bataille concerne le Président Gbagbo lui-même afin qu'il soit rétabli dans ses droits en

réinscrivant son nom sur la liste électorale.

Benoît Soko (Directeur de Société) : « *L'Appel est juste et justifié* »



Cet Appel, je le trouve juste et justifié. Parce que la situation dans laquelle nous nous trouvons, est indescriptible. Donc ce n'est pas évident que le parti au pouvoir puisse gagner les élections prochaines si l'Opposition s'unit. Je souhaiterais que tous les partis politiques de l'Opposition prêtent attention à cet Appel pour qu'ils puissent s'unir et dégager le Président actuel du pouvoir. Pour moi, c'est une occasion que les autres partis politiques doivent saisir. Car le Président Gbagbo maîtrise la situation sociopolitique du pays et est un homme bien, tant sur le plan national que sur le plan international.

Madame Taillydoum Patricia, Epouse Beugre (Députée suppléante PPA-CI de Yopougon) : « *Le gouvernement est devenu notre bourreau* »

Le 14 juillet 2024, le Président Laurent a fait un discours à Bonoua. Pour moi, c'est un discours très important. C'est un discours au rassemblement du peuple ivoirien, au rassemblement de toutes les forces vives du pays et de toutes les populations véritablement. Il faut dire qu'avant qu'il ne lance cet Appel, il a dépeint la situation sociopolitique de la Côte d'Ivoire. Ce que les Ivoiriens vivent en réalité. Il faut dire que, depuis un moment, les Ivoiriens souffrent : la cherté de la vie, les déguerpissements sans compter la mauvaise

LAVOIE
ORIGINALE

DIRECTEUR GÉNÉRAL
César **ETOU**
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Etienne **SOUANGA LAHOVA**
RÉDACTEUR EN CHEF
Jean Sylvestre **LIA**
(05 05 00 01 17)
SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
PAR INTÉRIM

DJÈ Abel Touré (07 07 78 47 04)
RÉDACTION TECHNIQUE
KIFUIMA Touré (07 08 30 56 06)
RÉDACTION
Rivière 2, près de l'échangeur
Tél. 22 52 14 99 / 58 31 79 95 /
05 05 95 85 27
LG'ÉDITIONS SARL

Au capital de 5.000.000 fca
Dépôt légal N° 13144 du 6
septembre 2016, 3^{ème} trimestre
Récépissé N° 20/D du
2 septembre 2015
SIÈGE SOCIAL
27 BP 107 Abidjan 27 -
Cel : 07 58 83 02 58
E.mail :

lavoieoriginale16@gmail.com
Site web :
www.lavoie-originale.net
facebook.com/Lavoieoriginale16
Impression :
SUD ACTION MEDIA
Distribution : **Eclipses**
Tirage du jour :
5.000 exemplaires.



gouvernance, les scandales financiers sont enregistrés en Côte d'Ivoire. Aujourd'hui, nous vivons au quotidien, les enlèvements, les disparitions, les suicides. Et la population est dans la tourmente car elle ne sait plus vers qui se tourner. Le gouvernement qui devrait être notre soutien est devenu notre bourreau. C'est dire que dans son discours, le Président Gbagbo n'a pas que lancer un appel, mais il est passé en revue ce que les Ivoiriens vivent au quotidien. Ce discours, il faut le souligner, était très important, parce qu'il l'a tenu à Bonoua. Dans la forme, le Président Gbagbo a mis à nu les souffrances de ses concitoyens afin que nous regardions dans la même direction. C'est un appel qui concerne tout le monde. Que tu sois militant de la Société civile ou de n'importe quel parti politique, tu es appelé à faire tien cet appel. D'aucuns diront que c'est un appel politique. Non, c'est un appel général. Si tu es victimes de déguerpissements, de scandales financiers, d'endettement abusif, de discrimination, de calomnie... tu dois te lever et répondre favorablement cet appel. Chacun doit saisir l'Appel, mais pas dans la violence. Je suis un citoyen ivoirien, je dois me faire enrôler, m'inscrire sur la liste électorale, sensibiliser et mobiliser mes frères et mes sœurs. Que les Ivoiriens se mettent ensemble pour chasser ce pouvoir. Aujourd'hui nous avons une Commission électorale (CEI) qui n'est pas indépendante. Une CEI qui est à la solde du chef de l'Etat. Cette CEI là, doit être nettoyée. Il faut faire barrage à la fraude, barrage au mensonge, barrage à la souffrance du peuple, pour faire changer les choses.

Philippe Dogbo (Membre du Bureau de la Fédération PPA-CI de Yopougon) : «Il faut se battre»



C'est un appel à l'union pour combattre la souffrance des Ivoiriens et tout ce qui se passe dans notre pays. Le Président Gbagbo a dit de chasser ce pouvoir. Ceux qui se reconnaissent dans cette souffrance, doivent s'aligner. C'est un appel à la coalition et la cohésion est une bonne chose. Mais, il faut se battre. Nous avons l'audit de la liste électorale, l'enrôlement des vrais Ivoiriens. Il y a des gens qui hésitent aujourd'hui. Cet appel les concerne, ils doivent être pris en compte pour la consolidation de la lutte. Le Président Laurent Gbagbo avait été déporté à la

CPI. Tout le monde s'est rendu compte après que c'était une erreur. Il faut donc réparer cette erreur en portant le Président Gbagbo au pouvoir d'Etat. Le Président Gbagbo n'a pas lancé cet appel au hasard. En sa qualité de politique averti, il a mûri cette idée avant de la proposer aux populations et aux formations politiques ivoiriennes. Et puis, ce n'est pas l'intérêt de Gbagbo qui compte, mais c'est l'intérêt des Ivoiriens qui est en jeu.

Hortense Koré (Secrétaire Nationale de la Ligue des Femmes du PPA-CI, chargée de la Région de la Nawa) : «Nous prenons cet appel à bras le corps»



L'Appel du Président Laurent Gbagbo est le bien venu. En ces temps difficiles depuis 2010, les Ivoiriens souffrent. Nous prenons cet appel à bras le corps. Il vient à point nommé. La Côte d'Ivoire est sous le poids d'un joug. Si nous nous mettons ensemble, nous serons forts. C'est dans cette union que nous réussirons à bouter le RHDP hors du pouvoir afin que les Ivoiriens puissent pousser un ouf de soulagement, vivre en paix et bénéficier des richesses de la terre et même de l'air, de notre pays. Parce que quand on dispose des moyens pour subvenir à besoins, si la santé y est, je pense que le pays connaît son épanouissement. Alors, pour revenir à l'Appel de Bonoua, je voudrais faire un petit rappel des événements politiques de 2010. En effet, après le premier tour des élections présidentielles de 2010, un appel, d'une manière ou d'un autre, a été lancé. Au niveau de Yopougon, dans nos bases de campagne électorales, autour de notre leader, d'alors, Charles Blé Goudé, nous avons tenu des réunions et il nous a été demandé d'aller ver les hommes, les femmes et les jeunes, militants des autres partis politiques, pour leur demander de voter pour le candidat Laurent Gbagbo. Qu'ils viennent à nous et nous accordent leurs voix au second tour. C'est une manière de lancer un appel à l'union et au rassemblement autour du FPI d'antan. Et cela a porté ses fruits. Pour moi, c'est ce que l'Appel de Bonoua exprime.

Dahi Nestor (SGA du PPA-CI) : «C'est un appel à la Nation ivoirienne»

Merci pour cette opportunité que vous me donnez pour me prononcer sur l'Appel historique du Président Laurent Gbagbo, lors du giga meeting qu'il a animé, le 14 juillet dernier à Bonoua. Mon analyse s'articulera sur trois points : politique, social et économique. Sur le plan politique, je peux dire que cet appel était celle de la Nation et était lancé à l'endroit de tous les Ivoiriens, tous les démocrates épris de paix. Un appel de justice. Cela démontre que le Président Gbagbo est en phase avec ses militants, mais aussi avec le peuple ivoirien. Parce



qu'aujourd'hui, le RHDP est devenu un problème, une catastrophe et une gangrène pour la Côte d'Ivoire. Face à cette situation, il importe que les Ivoiriens s'unissent pour mettre fin à ces souffrances. Cet appel est donc salutaire et nous voulons adresser nos vifs remerciements au président Gbagbo pour sa clairvoyance politique et son engagement. Au niveau social, les Ivoiriens souffrent de la politique sociale du RHDP. Le coût de la vie, les Ivoiriens ne peuvent plus avoir les trois repas par jour, tous les produits sont cher sur le marché. En plus de cela, l'on enregistre des pendaisons, des suicides, des disparitions, des enlèvements, des accidents bizarres de circulation etc. Sur ce plan, les Ivoiriens ont espoir à la politique sociale du Président Laurent Gbagbo. Car, lors de sa gestion du pouvoir d'Etat, il avait dit : «Donnez-moi le pouvoir et je vous le rendrai». C'est ce qu'il a fait. Sur le plan social, l'Appel qu'il a lancé est un espoir. Pour ce qui est de l'analyse économique, je crois que tout va de pairs. Vu l'économie ivoirienne, on constate que rien ne bouge. Les PMI et les PME n'ont pas droit à l'économie ivoirienne. Tout est dans les mains ces capitalistes. Ceux qui sont au pouvoir, créent leurs propres entreprises, s'octroient les marchés d'Etat et négocient avec des partenaires étrangers. Ce qui fait qu'aujourd'hui l'on ressent difficilement l'économie dont on parle. On dit que l'argent circule, mais il ne circule pas dans les poches des populations.

Kouassi Bertin (Secrétaire général de la Fédération PPA-CI de Yopougon)

C'est la marque des grands leaders d'appeler tous les partis de l'Opposition. Il faut mettre fin à cette gestion clanique. Car les Ivoiriens souffrent véritablement. Et cet appel est opportun. Oui, nous accompagnerons le Président Gbagbo dans sa politique de rassemblement. Au niveau de la base, nous n'avons pas de problème. Car en 2020, nous avons travaillé avec le PDCI. Si à la Direction du Parti tout est réuni, sur le plan local, nous suivrons à la lettre les mots d'ordre qui nous seront donnés. ♦

Propos recueillis par
HENRI MEDI
(Collaborateur Extérieur)



Concurrence déloyale dans le secteur des détergents

Ces activités transfrontalières qui découragent les investisseurs

La libre circulation des biens est l'une des quatre libertés fondamentales sur lesquelles repose le marché unique. Au sein de l'espace Cedeao, les marchandises franchissent sans obstacles les frontières des pays membres. En vertu de la libre circulation des biens au sein de ce marché unique, les marchandises ne sont pas soumises à des taxes ou à des limites de quantité lorsqu'elles franchissent les frontières entre deux Etats membres. Seuls certains motifs (santé, sécurité, environnement, patrimoine...) peuvent justifier qu'un pays rétablisse des barrières aux échanges.

Cependant, la liberté de commercer sans restriction dans l'espace Cedeao pour les Etats membres ne doit pas impacter négativement l'industrie locale. Malheureusement, c'est ce que l'on observe en Côte d'Ivoire.

Des industriels de la zone industrielle de Yopougon se plaignent depuis longtemps de la concurrence que leur font des sociétés gérées par des ressortissants d'origine asiatique qui font venir du Ghana voisin des produits qu'ils fabriquent déjà. Tels les détergents (savon de lessive, savon de toilette, savon en poudre et autres), des couches, des serviettes hygiéniques. Ces produits, dénoncent-ils, franchissent au quotidien les postes frontières ivoiriens pour être déversés sur le marché ivoirien à des prix défiant la concurrence. Occasionnant ainsi, d'énormes préjudices financiers à l'Etat de Côte d'Ivoire.

Ainsi, soutiennent ces dirigeants d'entreprise ivoiriens, beaucoup parmi eux ont déjà mis la clé sous la paillason. Et d'autres sont sur le point de subir le même sort. «*Nous avons investi plusieurs dizaines de milliards pour créer des emplois et l'industrie de détergents ; et de couches en général nous coûte 10 milliards FCFA par an. Les taxes appliquées sur ces produits importés ne sont pas du tout conformes à la réglementation en vigueur.*



Alors que nous respectons la législation en la matière et ajustons nos prix en fonction des fluctuations des matières premières», soutient un des responsables d'une société victime de cette concurrence déloyale qui a requis l'anonymat. Et un autre de renchérir : «Ces produits déversés en Côte d'Ivoire sont vendus à des prix compétitifs car le processus de dédouanement à la frontière entre les deux pays n'est pas conforme. D'autre part, le label autrement dit l'étiquetage, est indiqué en anglais. Toute chose qui ne répond pas aux

normes définies par la législation ivoirienne. Pire, ces produits ne présentent aucun code barre ni de grammage sur les emballages, ce qui constitue une infraction en matière de vente de produits destinés à la consommation». Et de révéler que la société Unilever (ex-société Blohorn, qui fut le tout premier fabricant de la poudre OMO) a dû fermer depuis 2015 du fait de la concurrence déloyale. «Nous ne voulons pas être victimes de cette situation car nous employons des centaines de jeunes Ivoiriens qui risquent de

se retrouver sur le carreau avec des répercussions dramatiques sur leurs familles», prévient un autre.

Il reste à savoir si le ministère du Commerce est ignorant de cette situation qui «*met en péril l'économie ivoirienne, et qui empêche d'autres investissements*», met en garde un autre ♦

J-S LIA

N'douffoukankro : Le sous-préfet lance la 1ère édition de l'opération Grand ménage

La 1ère édition de l'opération Grand ménage- en prélude à la célébration du 64e anniversaire de l'indépendance de la Côte d'Ivoire - s'est tenue à la place publique de N'douffoukankro, le vendredi 02 août 2024. A l'occasion, le sous-préfet de N'douffoukankro, Diomande Aka Méléme Jacqueline, a invité les populations à s'en approprier en vue de participer activement à l'assainissement du village et des villages voisins.

Dans un bref échange avec l'assistance, elle a expliqué le bienfondé de cette opération Grand ménage qui vise à rendre le village et par ricochet tous les autres villages propres et rayonnants pour attirer plus de visiteurs et d'investisseurs «*dans l'intérêt des communautés, des familles, des jeunes de notre circonscription administrative*». Des avantages considérables sont attachés à cette opération qui est à sa première édition et qui sera suivie par la remise symbolique de matériels de salubrité offerts gracieusement par un fils de la localité. «*Ces journées de salubrité sont instaurées par l'Etat de Côte d'Ivoire en vue de mener une réflexion*



profonde sur notre cadre de vie et les changements de paradigme en adoptant des gestes et réflexes nouveaux en cohérence

avec notre environnement immédiat. Depuis ma prise de fonction, il y a deux mois, j'ai remarqué une insalubrité grandissante dans

la sous-préfecture de N'douffoukankro et les rapports qui me parviennent des autres villages et campements me montrent que notre circonscription ne présente pas du tout un visage reluisant. Des déchets jetés çà et là, le fait d'uriner et de déféquer à l'air libre, la divagation des animaux, et leurs excréments sur toutes nos voies publiques et même dans les enceintes de nos centres de santé. Cette opération de grand ménage vient jeter les bases d'un Ayaou Nouveau, un Ayaou prêt à mettre tout en œuvre pour maintenir son village propre et loin de la saleté», a-t-elle souligné. Et la population de N'douffoukankro s'est engagée à créer les conditions afin que la sous-préfecture prenne toute sa place de 2ème dans le département.

Quant à M. Yéo, représentant le Directeur Départemental de la Santé et de la Couverture Maladie Universelle, il a saisi cette occasion pour lancer un appel à l'ensemble des jeunes afin de contribuer à la réussite de cette opération. ♦

Yves Kwame
(Correspondant Régional)

Les Jeux Olympiques de Paris

Le championnat de la russophobie

Les Jeux Olympiques de Paris ont débuté ce 26 juillet 2024 pour le plus grand bonheur des amateurs du sport de tous horizons qui préfèrent, à juste titre et pour ne pas gâcher l'ambiance de fête, fermer les yeux sur les scandales et le chaos sans précédent accompagnant la période de préparation de l'ouverture des actuels jeux et de les ignorer en se concentrant sur les compétitions sportives qui se tiendront dans la capitale française jusqu'au dimanche du 11 août 2024.

En laissant les fans de sport savourer le retour de l'événement qu'ils attendaient depuis trois ans, je ne peux, toutefois, ne pas me tourner vers ceux qui ont tendance à préférer la vision de l'ensemble des processus qui se déroulent dans l'époque que nous vivons, au lieu de se contenter de la consommation insoucieuse et agréable de ce qui leur est servi sur un plateau, sans examiner la qualité et la propreté de la table sur laquelle ce dernier est posé.

Je préfère laisser les autres commenter les graves dérives qui sont devenues une normalité durant les préparatifs des JO de Paris et dire quelques mots sur un autre aspect de l'événement qui sera lourd de conséquences : l'excès de la russophobie qui est devenue un synonyme de la compétition olympique de ce jour.

(...)

CIO et ses dérives russophobes

Dès le début de l'initiative militaire de Moscou contre les intérêts du bloc de l'OTAN sur le territoire ukrainien, les décideurs occidentaux ont ordonné au CIO d'entreprendre une série de répressions à l'encontre de la Fédération de Russie, ce qui a été promptement réalisé et mis en avant en tant qu'un des éléments dans le cadre du grand tableau de la propagande déclenchée par le camp «atlantiste» contre son adversaire politico-militaire russe.

Le Comité «international» olympique a réprimé non seulement le droit souverain des sportifs russes de concourir sous leur drapeau national, mais en plus les a autorisés à participer dans les JO uniquement en tant qu'athlètes neutres, sans représenter leur pays.

En tant que condition supplémentaire additionnelle, le non-soutien de l'opération militaire russe, soit la non-opposition à la politique du bloc de l'OTAN a été requise auprès de chaque participant potentiel originaire de la Russie. Tous ceux qui ont refusé de se plier à chacune des conditions politiques exposées ont été interdits de facto à participer aux JO. Un grand nombre de sportifs russes déjà médaillés olympiques ont refusé personnellement de participer à ce championnat de la russophobie orchestré par des puissances-ennemies.

De ce fait, il est à souligner que l'intégralité des résultats des JO de Paris 2024 sera complètement faussée suite à l'absence d'un grand nombre d'athlètes qui auraient eu d'énormes chances de recevoir de nouvelles médailles. Les médailles seront donc attribuées à des compétiteurs plus faibles – l'ensemble de l'événement ne devient qu'une triche légalisée à l'examen.

Sans entrer dans les détails de la guerre en Ukraine qui est un autre sujet et dont la réalité est très éloignée des narratifs mensongers propagés par le bloc politico-militaire occidental, cela étant et quoi qu'il en soit, en mettant des parallèles on ne peut ne pas



Oleg Nesterenko
Président du CCIE
(www.c-cie.eu)
(Ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des Masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris)

constater que l'histoire ne se souvient pas de l'exclusion des athlètes américains, notamment lors des Jeux Olympiques d'Athènes en 2004, après que leur pays d'origine ait perpétré un gigantesque massacre des populations et des crimes contre l'humanité lors de l'Invasion et la destruction de l'Irak en 2003. Ni des athlètes anglais et français lors des JO de Londres en 2012, à la suite de la destruction en 2011 de la Lybie et de l'avenir de son peuple perpétré par la France et le Royaume-Uni au premier lieu à la demande de leur tuteur outre-Atlantique.

De même pour les athlètes d'Israël : ils n'ont pas eu le moindre dérangement de la part du CIO à la suite de l'action de leur pays vis-à-vis de Gaza et dont je vais revenir plus loin sur la situation de l'équipe olympique hébreu dans le cadre des JO de Paris.

Aujourd'hui, la guerre en Ukraine dorénavant perdue par le bloc Occidental face à la Fédération de Russie, ce dernier observant l'agonie de sa créature qui est le régime de Kiev, pousse le CIO à la bassesse d'une revanche d'impuissance qui s'est traduite par une répression supplémentaire : l'interdiction pure et simple aux sportifs russes admis sous bannière neutre aux JO de Paris de participer à la parade sur la Seine avec les autres délégations lors de la cérémonie d'ouverture. Etant donné qu'il s'agit de sportifs en tant que personnes physiques qui se sont déjà pliés à

des conditions discriminatoires du CIO à l'encontre de leur pays, l'interdiction de leur participation à la cérémonie d'ouverture ne peut en aucun cas être traitée judiciairement autrement que par la discrimination par une personne morale vis-à-vis de personnes physiques à la base de leur origine. J'aimerais rappeler aux responsables (irresponsables, pour être plus précis) concernés du prétendu pays du respect des droits : ce méfait constitue une grave violation directe, assumée et affichée de la Loi 225-1 de la Section 1 «Des discriminations» du Chapitre V «Des atteintes à la dignité de la personne» du Livre II «Des crimes et délits contre les personnes» du Code pénal de la République Française. La flagrante de ces constats est plus que parlante et le monde non Occidental tire ses conclusions et prend ses dispositions dans la construction du monde de demain.

Les JO et la dégénérescence morale de la classe politique française

Sans avoir à citer l'intégralité des dérives immorales de la quasi-totalité des représentants de l'actuelle classe politique française, arrêtons-nous sur un échantillon tout à fait représentatif de ce dernier, qui est madame Anne Hidalgo, la mairesse de la ville de Paris.

En surfant sur la vague de la propagande étatique russophobe, afin de gagner des points politiques auprès de la masse électorale formatée et endoctrinée par des mass-médias, c'est déjà début avril 2024 que cette dame a fait connaître sa position russophobe vis-à-vis des futurs JO : «Je veux dire aux athlètes russes et biélorusses qu'ils ne sont pas les bienvenus à Paris».

Enfin, il se peut que je me trompe sur les penchants russophobes de la mairesse Anne

Hidalgo et qu'elle ne produit ce type d'immondes déclarations que juste pour détourner l'attention des habitants des graves problèmes de la ville, que cette dame, aussi étonnant que cela puisse paraître, est sensée administrer.

En ne parlant que des soucis municipaux les plus inoffensifs et en ne mentionnant même pas la célèbre invasion des punaises dans les lits des Parisiens, il ne serait pas de refus que quelqu'un de l'entourage politique de cette personne lui rappelle que, notamment, la population des rats-porteurs de maladies contagieuses au sein de sa commune est aujourd'hui largement supérieure au nombre même des habitants. Qu'on lui rappelle également qu'il est impossible de marcher sur ses trottoirs sans mettre les pieds, l'un après l'autre, dans les excréments des chiens qui, depuis longtemps, sont devenus l'une des attractions touristiques les plus remarquées de la ville de Paris.

Au lieu de jouer à la grande politicienne soucieuse de la victoire de la prétendue lumière face à l'obscurité, Madame Hidalgo devrait plutôt s'occuper de son travail pour lequel elle perçoit un salaire tout à fait confortable payé par les contribuables : nettoyer les trottoirs des excréments.

Pour ma part, j'aimerais lui rappeler un autre fait la concernant. Madame Anne Hidalgo ou, plus exactement, Ana Maria Hidalgo Aleu, étant citoyenne du Royaume d'Espagne, connaît très mal non seulement son histoire, mais l'histoire tout court.

Notamment, durant les Jeux Olympiques de Berlin qui se sont tenus en 1936, sous le IIIème Reich, même un personnage comme Adolf Hitler ne s'est jamais permis de prononcer un seul mot désobligeant ou discriminatoire vis-à-vis de ne serait-ce qu'un

Avis de décès

Les grandes familles

- Oyourouhué à Garahio commune de Gagnoa
- Nokopa à Kokouézo S/P Ouragahio
- Mr Koudou Denis chef du village de Garahio
- Mme et enfants
- Mr Kokro Ahipo de Lasséré, Mme et enfants à Abidjan et Paris
- Mme Onokpô Irène à Koukouézo S/P Ouragahio
- Veuve Yolo Véronique épouse Zirignon
- Mr Zirignon Alain Martial, Mme et enfants à Bingerville
- Les enfants Zirignon, Dallet et Kokro
- Mr Aneble Hubert à Koukouézo
- Mr Tagbo Blaise et enfants à Abidjan

Les familles alliés Takalea, Gnacabi, Cissé et Doukrou Gbada à Gagnoa et Abidjan, ont la profonde douleur de vous annoncer le décès de leur fille, petite fille, sœur, nièce et cousine :

ZIRIGNON LINE PATRICIA

Décès survenu le 18 juillet 2024 des suites d'une longue maladie

Le programme des obsèques s'établi comme suite :

Vendredi 09 Aout 2024 : Veillée au domicile familiale à GARAHIO

Samedi 10 Aout 2024 : Enterrement au cimetière municipal de GAGNOA



seul athlète d'un des pays-participants aux JO. Et ceci malgré sa détestation personnelle viscérale et sa considération d'un grand nombre d'entre eux en tant que sous-hommes et animaux à éliminer.

Pendant le déroulement des jeux, Adolf Hitler a même fait passer une circulaire de l'interdiction de l'affichage et de l'application de sa politique raciale (lois raciales de Nuremberg de septembre 1935) sous peine de poursuites pénales, afin de ne pas froisser la sensibilité des étrangers non habitués aux «nouveauautés» développées sous le Reich et de ne surtout pas provoquer le moindre incident international.

Il n'est également pas à négliger que le début des Jeux Olympiques de Berlin a eu lieu à la 3ème semaine de la guerre civile sanguinaire en Espagne - pays natal de la mairesse de Paris - dont l'Allemagne était déjà en train de prendre ses positions et dispositions en tant qu'ennemi de certains pays, dont les athlètes étaient présents aux JO à Berlin, mais qui n'ont à aucun moment aperçu la moindre hostilité de la part du pays-organisateur, même si ce dernier était une dictature sanguinaire nazie.

L'analyse comparative de la rhétorique du mois d'Avril 2024 d'Ana Hidalgo, fière représentante et porte-parole de la classe politique française dans le cadre des JO de Paris, avec celle du mois d'Août 1936 d'Adolf Hitler, le Chancelier du IIIème Reich, ne peut que laisser perplexe, car son résultat est tout à fait en défaveur de l'actuelle occupante de l'Hôtel de ville de Paris.

La politique des "deux poids, deux mesures"

En mettant de côté l'inacceptabilité des abus commis tant par le Comité international olympique (CIO) régi par des forces occidentales que par les représentants politiques du pays-organisateur qui est la France, une autre question se pose. Comment cela se fait qu'en face de la répression sans précédent de l'équipe olympique russe pour des raisons plus que discutables - l'équipe olympique israéliite, quant à elle, ne connaît même pas le soupçon du début de problèmes similaires sur le sol du pays des fromages ?

C'est exactement le contraire qui arrive : de même que le Congrès des Etats-Unis d'Amérique a applaudi récemment debout Benyamin Nétanyahou, le Premier ministre d'Israël, les hauts représentants du pouvoir actuellement installés en France ont mis un effort tout particulier, assumé et affiché non seulement dans la protection de l'équipe olympique hébreu - ce qui est tout à fait normal - mais en plus et, surtout, dans la négation du grand massacre de masse de la population civile de Gaza perpétré d'une manière assumée et préméditée par les forces armées de l'Etat hébreu.

Ni les nombreuses résolutions de l'ONU, ni les très graves accusations de génocide à l'encontre d'Israël, ni les initiatives de la Cour Pénale Internationale (CPI) tant chérie et applaudie par l'ensemble du monde Occidental, dont la France, au moment du lancement des poursuites contre le président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine (voir mon analyse « Le « tribunal pour l'Ukraine » ou la chasse aux sorcières à l'occidental », démontrant juridiquement l'absurdité et la totale illégalité de l'initiative de la CPI à l'encontre de V. Poutine) – aucun de ces éléments n'a créé la moindre réflexion dans le camp irresponsable de la macronie qui pourrait mener à la modération du zèle dans le positionnement de la France en tant qu'ennemi du peuple de Gaza et, par la même occasion, de l'ensemble du monde arabo-musulman.

L'idée de l'interdiction par le ministère de l'Intérieur de l'affichage du drapeau



palestinien lors du passage de la flamme olympique (à Vitry-sur-Seine) était certainement considérée comme très lumineuse. Le fait que la Palestine soit représentée en tant qu'Etat par son équipe sportive aux Jeux Olympiques de Paris 2024 n'a guère effleuré les esprits des auteurs irresponsables de cette gravissime discrimination du peuple-victime de massacre à des proportions industrielles. De leur côté, les athlètes russes se sont vu être privés non seulement de leur droit absolu du port du drapeau national et de la participation dans l'ouverture des JO de Paris - ce qui est une totale aberration politique - mais même de l'assistance par leur propre ambassade, en cas de besoin, via le refus officiel de la délivrance de l'accès aux espaces des jeux à des représentants du corps diplomatique russe en France, ce qui est une procédure normale, pratiquement obligatoire durant la tenue de chaque JO dans le monde. Une mesure de grande discrimination jamais vue dans les 128 ans d'existence des Jeux Olympiques contemporains a été mise en place par les autorités irresponsables du pays d'accueil des JO sans la moindre réflexion derrière sur la gravité de la violation des règles régissant la diplomatie internationale. De même, à l'opposé des excès du zèle protecteur vis-à-vis de l'équipe sportive juive, il n'est plus guère étonnant que les Autorités françaises «responsables» n'ont pas mis en place même les moindres traces du soupçon des mesures de protection appropriées à des athlètes russes contre d'éventuelles agressions de la part d'extrémistes ultranationalistes ukrainiens, dont la France regorge aujourd'hui au même titre que le reste de l'UE.

Cela étant, en notant le haut degré de l'irresponsabilité politique et morale des autorités françaises dans le cadre de l'organisation des JO, il est, néanmoins, à

souligner que les membres de l'équipe olympique israéliite ne doivent, en aucun cas, être stigmatisés et jugés responsables des actions criminelles menées par le chef de l'état et le gouvernement du pays, dont ils sont originaires. Le domaine des responsabilités des athlètes aux JO ne peut être autre que celui du sport.

Selon mon avis personnel subjectif, les principes fondamentaux des Jeux Olympique exprimés par Pierre de Coubertin : «*Tous les peuples y doivent être admis sans discussion*» - ces principes sont sacrés et leur profond mépris de la part des actuels «responsables» et organisateurs des JO qu'on observe aujourd'hui est un véritable crime vis-à-vis de l'institution. Un crime lourd de conséquences qui ne se limiteront certainement pas qu'à la grave détérioration de l'image de l'événement dans le monde.

JO de Paris – une pierre de plus à l'édifice de l'effondrement de l'Occident

Dans les décennies du passé, la politique étrangère de l'Occident Collectif vis-à-vis du reste du monde était grandement guidée par des principes ayant pour réel objectif final la mise en place des rapports «gagnant-perdant» en sa faveur.

Cela étant, la vraie nature des rapports instaurés était soigneusement dissimulée à l'aide de toute une panoplie d'outils de pression que l'hégémonie économique-militaire occidentale a procuré à sa classe politique qui était, en sa grande partie, porteuse des aptitudes et compétences professionnelles de haut niveau dans son action du développement et de la consolidation de la domination.

Aujourd'hui, l'hégémonie de l'Occident sur le monde qui a perduré depuis le 15ème siècle s'approche de son terme. Et ceci d'une manière indéniable et irrévocable.

La situation du camp Occidental est

grandement aggravée par la tendance généralisée du grand remplacement des élites politiques porteuses des capacités de vision à long terme et des compétences permettant de le réaliser sur le terrain par celles des activistes-arrivistes. Activistes, dont la plupart sont dépourvus tant de l'aptitude aux postes occupés, tant des compétences et de la capacité de vision à long terme qui sont les trois conditions sine qua non pour mener les états ailleurs que dans le précipice de la récession et de la décadence.

Les Jeux Olympique que nous vivons aujourd'hui ne sont qu'une scène de plus, parmi tant d'autres qui ont eu lieu ces dernières années, sur laquelle la classe politique actuellement au pouvoir en France, étant tout à fait représentative de l'ensemble de la classe politique du monde Occidental, commet une erreur fatale vis-à-vis de la volonté de la perduration de l'hégémonie mondiale du camp qu'il représente, en exposant d'une manière ouverte et assumée leur modus operandi qui consiste à l'application des doubles standards, de la politique "deux poids, deux mesures". Tel abus ouvert et démesuré de la position de force occidentale qui marche à grand pas vers son annihilation ne fait que creuser d'avantage le précipice idéologique entre l'Occident collectif et le reste de l'humanité qui tolère de moins en moins les dérives immorales à répétition de ceux qui se positionnent en maitres. Maitres, à qui il ne reste plus grand chose du passé florissant, hormis les démesurées ambitions.

Oleg Nesterenko
Président du CCIE (www.c-cie.eu)
(Ancien directeur de l'MBA, ancien professeur
auprès des Masters des Grandes Ecoles de
Commerce de Paris)

Gestion de l'après-CAN

Ousmane Gbané (Dg de l'ONS) : «Les retombées des infrastructures nous permettent de recevoir des pays»



Après la Can 2023, l'ONS a engagé une offensive commerciale auprès des pays africains à l'effet de capitaliser les infrastructures sportives. Cette démarche est en train de faire recette. Puisque hier au stade Houphouët-Boigny, le Dg de l'ONS, Ousmane Gbané, a animé une conférence de presse pour donner des résultats probants de cette prospection. Au sortir de cette réunion avec les médias, il a annoncé que plusieurs pays africains dont les stades ne sont pas homologués, ont approché l'ONS à travers la FIF pour jouer leurs matches en Côte d'Ivoire.

Ainsi, le Burundi recevra le Burkina Faso au stade d'Ebimpé et le Malawi au stade Houphouët-Boigny au mois de Septembre prochain. Tout comme la Guinée qui accueillera son adversaire au stade Charles Konan Banny de Yamoussoukro et un Benin- Lybie au Felicia. Mais avant,

Le Dg de l'ONS est en bonne voie pour l'entretien des stades.

selon toujours le conférencier, le stade de la Paix de Bouaké sera le lieu de théâtre de la Coupe UFOA avec 07 nations dont la Côte d'Ivoire. Sans oublier les clubs ivoiriens qui joueront au Felicia (RCA et Stade d'Abidjan) et le FC San-Pedro à Laurent Pokou. «Les pourparlers continuent avec d'autres Fédérations de deux pays d'Afrique centrale et un de l'Est», a précisé Ousmane Gbané. Avant d'ajouter : «Les retombées des infrastructures sportives nous permettent de recevoir des pays. Ces événements contribuent à créer des richesses en Côte d'Ivoire. Que les Ivoiriens viennent soutenir ces pays frères qui ont décidé d'évoluer chez nous».

Selon le patron de l'Office National des Sports, seule une volonté exprimée par une demande à la FIF et à l'ONS suffit. On le voit, avec la qualité des infrastructures, nul doute que les stades de la Can 2023 seront envahis lors des éliminatoires de la Can 2025 et celles du Mondial 2026 par des pays frères. ♦

A. ABOA

Jeux Olympiques : Remise de sa blessure ?

Marie José Ta Lou annoncée au 4x100 m



Marie José Ta Lou, on le sait, a terminé à la dernière place de la finale du 100 m samedi dernier au Stade de France avec un temps de 13'79 suite à une blessure. On la considérait perdue pour le reste de Paris 2024 tellement les Ivoiriens ont maudit cette blessure qui a empêché leur sprinteuse de monter sur un podium

olympique pour la première fois de sa carrière. Mais à la surprise générale, au lendemain de son couac et de son pépin physique, elle a annoncé son grand retour dans les jeux. Un vrai

Ta Lou peut-elle se racheter ?

coup de théâtre ! "Mon équipe médicale et mon staff en général travaillent ardemment afin de me permettre d'être sur pied et de poursuivre les jeux. Par la grâce de Dieu, je serai avec mes compatriotes le jeudi 08 août pour le 4x100 m", a écrit la sprinteuse sur les Réseaux sociaux. Rassurant du coup, tout le monde. Pourra-t-elle réussir là où elle a échoué quelques jours plus tôt ? Attendons de voir. Toutefois, on retiendra que pour le moment Paris 2024 a été sa plus mauvaise campagne olympique car à Rio en 2016 et Tokyo en 2021 la flèche de la Marahoué avait terminé au moins sans médailles mais, 4eme. Une dégringolade pourrait-on dire en l'espace de trois ans. ♦

A. ABOA

Transfert

Nicolas Pépé débarque à Villarreal



Nicolas Pépé, après sa pige à Trabzonspor, vient de démarquer à Villarreal (Liga) où il retrouvera son compatriote Éric Bailly. Un excellent point de chute pour l'ailier prié de quitter Arsenal et prêté à Nice. Désormais, l'international ivoirien va poursuivre sa carrière en Espagne qui du coup, devient son 4eme pays de son périple

Nicolas Pépé rebondit dans le championnat espagnol.

européen après la France, l'Angleterre et la Turquie. En tout cas un excellent saut dans l'un des meilleurs championnats du monde. La durée et le montant du transfert du champion d'Afrique ont été curieusement tenus secrets par les dirigeants des sous-marins jaunes. Mais c'est une excellente affaire pour le joueur de 29 ans qui a une bonne occasion de prouver sa valeur et de faire mentir les dirigeants d'Arsenal. A lui d'être constant pour avoir un temps de jeu plus important pour non seulement gagner sa place au sein de son nouveau club mais également en équipe nationale où les places s'octroient en fonction de la régularité et des performances en club. Car un autre échec dans la Liga espagnole ferait désordre sur ses qualités. L'ailier sera donc très attendu. ♦

A. ABOA



LAURENT GBAGBO, LE CANDIDAT POUR LA CÔTE D'IVOIRE ET POUR L'AFRIQUE EN LUTTE.